

## Le raccordement au réseau d'assainissement collectif

### Les enjeux et les compétences

Les stations d'épuration (STEP) n'ont pas pour objectif premier de traiter les effluents des entreprises dits "non domestiques". Le raccordement des entreprises à ce réseau a un double impact sur le système d'assainissement (réseau et STEP) :

- le passage en STEP peut parfois être inefficace pour le traitement de certaines pollutions caractéristiques qu'ils entraînent (le traitement est notamment inefficace pour les micro polluants organiques et minéraux : le milieu naturel est aussi pollué en aval que s'il n'y avait pas eu de passage en STEP et cela génère un problème de valorisation des boues),  
*Ce n'est pas le cas pour toutes les branches d'activité : les capacités de traitement des STEP sont par exemple très bien adaptées aux effluents du secteur agroalimentaire.*
- les pollutions industrielles peuvent entraîner des risques pour la santé des travailleurs exposés aux effluents (en réseau ou en STEP), ainsi que des risques de dégradation des réseaux d'assainissement.

Il est très important pour la collectivité de connaître la nature et les caractéristiques des effluents déversés dans le réseau d'assainissement collectif afin d'évaluer la capacité de traitement de la STEP et d'accepter ou non ces effluents. Les volumes et la charge de pollution doivent rester compatibles avec le dimensionnement de l'installation de traitement.

### Quels sont les enjeux du raccordement des entreprises au réseau d'assainissement collectif ?

#### 🔄 Environnementaux

Maîtrise des flux de pollution, gestion et traitement des boues de la STEP par la collectivité.

#### 🔄 Techniques

Le système d'assainissement doit pouvoir supporter les pollutions de l'activité industrielle. La charge polluante en DCO (demande chimique en oxygène) ne doit pas être supérieure à 50% de la charge totale reçue par la STEP.

## ➤ Economiques

Le raccordement ne doit pas être un frein au développement économique de la collectivité. Le traitement des effluents par la collectivité implique pour l'entreprise le paiement d'une redevance d'assainissement en contre partie du service rendu.

## ➤ Juridiques

Partage des responsabilités entre les industriels et les collectivités.

### En tant qu'entreprise, que devez-vous faire ?

En cas de déversement de vos effluents dans le réseau d'assainissement collectif, il est de votre responsabilité d'en informer la collectivité et de préciser la nature de vos rejets : la détention d'une autorisation de déversement délivrée par la collectivité propriétaire du réseau est une obligation préalable à tout rejet dans le réseau.

## L'autorisation de déversement

### A quoi sert une autorisation de déversement ?

L'objectif de l'autorisation de déversement est la protection du système d'assainissement (réseau et STEP) et de son fonctionnement. L'essentiel est donc l'aptitude de la collectivité à transporter et traiter l'effluent industriel.

Cette autorisation est complètement indépendante des autorisations préfectorales délivrées au titre des réglementations ICPE et EAU dont l'objectif est la protection de l'environnement. Selon la DIRE, le raccordement au réseau d'assainissement collectif n'est ni un droit ni une obligation pour l'entreprise : les solutions en amont (actions sur les procédés et mise en place de pré traitements) doivent être privilégiées.

### L'autorisation de déversement est-elle obligatoire ?

OUI, c'est une obligation pour l'entreprise de détenir cette autorisation en cas de déversement de ses effluents industriels dans le réseau d'assainissement collectif. Mais attention, ce n'est pas une obligation pour la collectivité propriétaire du réseau de la lui délivrer. Dans le cas d'un refus d'autorisation, celui ci doit être motivé.

*Article L 1331-10 du Code de la santé publique, "tout déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans les égouts publics, doit être préalablement autorisé par la collectivité".*

### Qu'est-ce qu'une autorisation de déversement ?

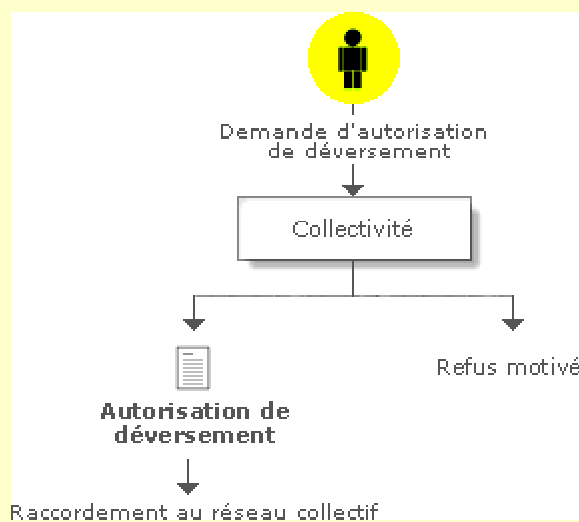
L'autorisation de déversement est un acte administratif unilatéral, le plus souvent délivré par le maire (ou par le président du syndicat intercommunal ou le président du conseil général en cas de raccordement à un réseau départemental). Il prend alors la forme d'un arrêté de la collectivité concernée. Elle fixe les critères de qualité de l'eau avant rejet dans le réseau collectif (en concentration et en débit).

La collectivité, pour autoriser ou non le déversement dans le réseau collectif, prend en compte :

- l'étude de la composition des effluents (quantité et qualité),
- la capacité de traitement de la STEP.

L'arrêté d'autorisation de déversement peut fixer des exigences de pré-traitement (exemple : mise en place d'un bac à graisse, d'un séparateur hydrocarbures, mise en place d'une analyse des eaux avant rejet, etc.). Les pré-traitements prévus par l'autorisation de déversement peuvent faire l'objet d'une aide financière de l'Agence de l'eau. En contre partie du service d'assainissement supporté par la collectivité, celle-ci perçoit une redevance d'assainissement.

L'autorisation de déversement peut être subordonnée à la participation financière de l'entreprise aux dépenses de premier raccordement, d'entretien, et d'exploitation entraînées par la réception de ses eaux par le réseau collectif. La commune (ou le département) peut notamment se faire rembourser par l'entreprise, les dépenses entraînées par les travaux de branchement au réseau.



### Quelles sont les caractéristiques de l' autorisation de déversement ?

L'arrêté d'autorisation de déversement est un acte :

- précaire, il est révoqué à tout instant par l'autorité compétente pour des raisons de santé publique.
- renouvelable, la durée maximale de validité fixée par le ministère de l'écologie et du développement durable (il ne l'a pas encore fait officiellement) est de 10 ans. Cependant, sur la zone de compétence du SIAAP, cette durée a été ramenée à 5 ans avec l'accord des collectivités concernées.

### Quelles sont les eaux visées par l' autorisation de déversement ?

Les eaux visées par l'autorisation de déversement sont "toutes les eaux usées autres que domestiques". Les eaux pluviales sont par ailleurs gérées par le règlement d'assainissement.

*Article L 1331-10 du Code de la santé publique.*

Pour la délivrance d'une nouvelle autorisation de déversement et, si le réseau d'assainissement est séparatif, la collectivité pourra délivrer deux autorisations de déversement : une pour les eaux industrielles, l'autre pour les eaux pluviales (le débit de rejet des eaux pluviales devant être contrôlé, le plus souvent par la mise en place d'un bassin de rétention).

NB : Une entreprise qui fonctionne en circuit fermé (rejet zéro) doit-elle tout de même détenir une autorisation de déversement ? Oui, l'autorisation reste nécessaire car le rejet zéro est théorique et, en cas de dysfonctionnement,

l'installation pourra évacuer les eaux usées industrielles dans le réseau d'assainissement collectif, selon les modalités prévues par l'autorisation de déversement.

### Qui délivre l'autorisation de déversement ?

L'arrêté d'autorisation de déversement est délivré par la première collectivité qui reçoit les eaux usées non domestiques.

### Que contient une autorisation de déversement ?

Un arrêté d'autorisation de déversement est composé de quatre grandes parties :

Cadre général	<ul style="list-style-type: none"><li>- Liste des textes et règlements sur lesquels se fonde l'arrêté d'autorisation</li><li>- Objet de l'autorisation : nom, coordonnées, activité de l'entreprise</li></ul>
Volet technique	<ul style="list-style-type: none"><li>- Prescriptions techniques générales : obligations de résultats ou de mise en place de moyens matériels</li><li>- Prescriptions techniques particulières et auto surveillance</li></ul>
Volet financier	<ul style="list-style-type: none"><li>- Participation aux frais de réception des eaux</li><li>- Redevance d'assainissement</li></ul>
Portée et application de l'autorisation	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mention de la convention spéciale de déversement si elle est signée ou prévue</li><li>- Durée de l'autorisation</li><li>- Caractère de l'autorisation</li><li>- Exécution de l'arrêté</li><li>- Contrôle de la qualité des eaux et obligation d'alerte</li></ul>

Un modèle d'arrêté d'autorisation de déversement est également annexé à la circulaire du 18 avril 2005.

*Annexe IX de la circulaire du 18 avril 2005 relative à l'épandage agricole des boues de stations d'épuration urbaines, BO MEDD n°2005-12 du 30 juin 2005.*

### Que devez-vous faire ?

#### 👉 Vous êtes un établissement industriel, artisanal ou commercial

Si vous n'avez pas d'autorisation de déversement, vous devez en faire la demande auprès de la collectivité propriétaire du réseau auquel vous êtes raccordé : service assainissement de votre commune ou de votre département.

#### 👉 Vous êtes une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation

Le raccordement au réseau collectif n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. En cas de raccordement au réseau d'assainissement d'une nouvelle ICPE ou de l'extension d'une ICPE existante, le volet assainissement de l'étude d'impact préalable doit démontrer la capacité de la STEP à traiter correctement les effluents émis.

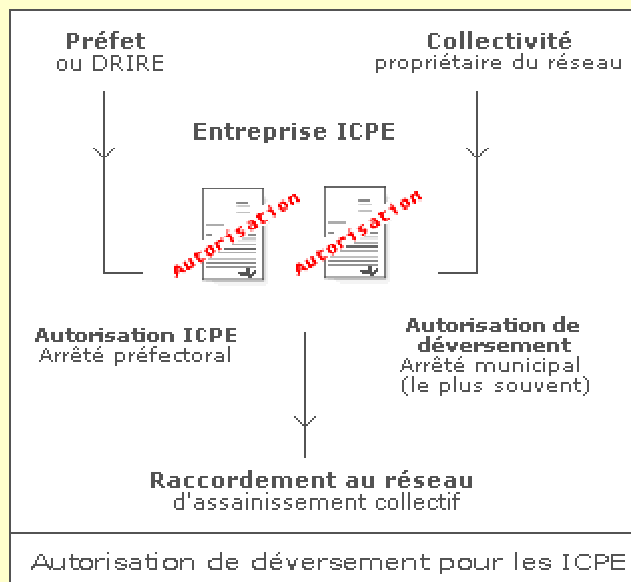
Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ICPE s'appliquent indépendamment de l'arrêté d'autorisation de déversement délivré par la collectivité propriétaire du réseau.

D'où l'importance pour l'industriel de réunir autour de lui la DRIRE et la collectivité responsable de l'assainissement afin de rendre cohérentes les prescriptions formulées dans les deux arrêtés.

*Article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation.*

Une ICPE ne peut être raccordée à un réseau d'assainissement collectif que si la charge polluante en DCO (demande chimique en oxygène) qu'elle apporte est inférieure à 50% de la charge totale reçue par la station.

*Article 35 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation.*



## Les sanctions

La collectivité peut interdire le rejet des effluents industriels dans son réseau à condition que cette décision soit motivée. En cas d'opposition de la part de l'entreprise, elle peut ordonner la fermeture du branchement.

Si la collectivité n'a pas délivré d'autorisation de déversement et qu'il y a un dommage à l'environnement suite au déversement d'un effluent industriel, la responsabilité du maire et de la commune peut être engagée. Cependant, le maire et la commune peuvent se retourner vers l'entreprise à l'origine de la pollution dans un recours en responsabilité.

## Quels sont les avantages d'une régularisation ?

- vous officialisez un accord comme l'exige la réglementation et vous vous mettez en conformité,
- vous assurez la sécurité du personnel et la pérennité des équipements d'assainissement collectifs,
- vous préservez la qualité du milieu naturel et évitez tout risque de pollution accidentelle,
- vous fiabilisez la valorisation agricole des boues de station d'épuration de la collectivité,
- vous permettez un développement industriel harmonieux et durable,
- vous assurez la transparence des relations en garantissant un partenariat financier et technique, par une répartition équilibrée des charges et des responsabilités, et par un contrôle de gestion régulier.

## La convention spéciale de déversement

### Qu'est-ce qu'une convention spéciale de déversement ? A quoi sert-elle ?

La convention spéciale de déversement est un contrat de droit privé signé entre tous les acteurs (entreprise, collectivité(s) propriétaire(s) des réseaux, gestionnaire de la station d'épuration).

Elle est le fruit d'une négociation et permet de préciser et de développer les modalités de mise en œuvre des dispositions de l'autorisation de déversement à laquelle elle est annexée.

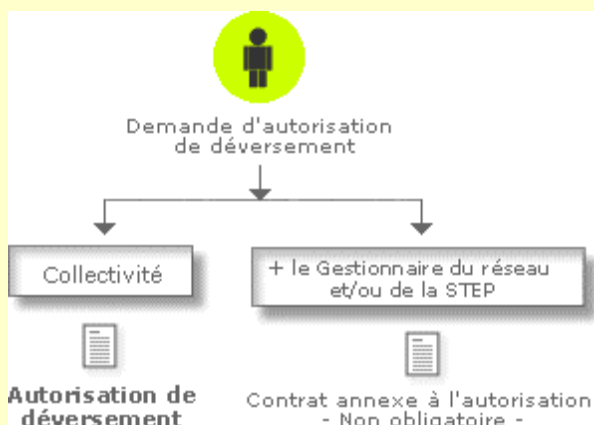
La convention définit les modalités juridiques, financières et techniques du raccordement de

l'industriel ainsi que le partage des responsabilités entre tous les acteurs.

La convention est établie en fonction des circonstances locales et a force de loi pour les parties contractantes.

L'Agence de l'eau apporte une assistance technique pour la rédaction des conventions. Certaines collectivités établissent des conventions spéciales de déversement types par branches d'activités.

Le maître mot est la transparence : L'entreprise doit mettre à disposition de la collectivité les informations dont elle dispose sur ses effluents. Cela implique nécessairement que l'entreprise mette en place une auto surveillance ou un auto contrôle de ses effluents. Etablir une convention, c'est assurer la clarification des rôles , la protection et la transparence pour tous les partenaires.



### La convention spéciale de déversement peut-elle se substituer à l'autorisation de déversement ?

Non, à défaut d'autorisation, le déversement est illégal, même s'il existe une convention signée entre les partenaires. Cependant, certaines collectivités commencent par établir une convention spéciale de déversement avec l'entreprise : elles ne délivrent l'autorisation de déversement qu'après signature de la convention.

### Est-ce une obligation, pour une entreprise de détenir une convention spéciale de déversement ?

Non, la convention spéciale de déversement n'est pas obligatoire. Aucun texte ne rend la signature d'une convention obligatoire. L'arrêté préfectoral d'autorisation ICPE ne peut plus (depuis l'arrêté intégré du 02/02/98) obliger l'exploitant raccordé à signer une telle convention. Cependant, sa signature est fortement recommandée dans un souci de définition des responsabilités de chacune des parties.

### **Qui signe la convention spéciale de déversement ?**

La convention est négociée et signée par tous les acteurs de la production, de la collecte, du transport et du traitement des effluents de l'amont à l'aval. Deux exemples d'entreprises raccordées au réseau d'assainissement :

- la commune collecte, transporte et traite les effluents dans une station d'épuration qu'elle gère en régie directe : les signataires de la convention seront l'entreprise et la commune.
- la commune collecte les effluents. Ils sont ensuite transportés dans le réseau d'assainissement départemental puis traités par un syndicat d'assainissement qui gère la station d'épuration en aval : les signataires seront l'entreprise, la commune, le département (conseil général) et le syndicat d'assainissement.

### **Quelles sont les eaux visées par la convention spéciale de déversement ?**

Si le réseau d'assainissement est séparatif, l'entreprise pourra établir et signer deux conventions : l'une pour ses eaux industrielles, l'autre pour ses eaux pluviales. Cependant, une seule convention peut traiter des deux volets.

### **Quelle est la durée de vie et l'évolution d'une convention spéciale de déversement ?**

La convention sera amenée à évoluer avec l'autorisation de déversement. Il faut donc permettre une révision régulière de ses dispositions pour l'adapter aux nouvelles circonstances locales, aux dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement, etc. La durée peut être initialement basée sur la durée des amortissements rendus nécessaires par le branchement. Sa durée est le plus souvent limitée à 5 ans afin d'en assurer un réexamen périodique.

### **Que contient une convention spéciale de déversement ?**

#### **Cadre général**

- Considérants et description du réseau d'assainissement
- Signataires de l'autorisation de déversement
- Objet de la convention
- Définition des eaux accueillies dans le réseau
- Caractéristiques de l'établissement à l'origine du déversement

#### **Volet technique**

- Installations internes à l'entreprise et traitements préalables au déversement
- Branchements et contrôles de conformité
- Echancier de mise en conformité des rejets
- Prescriptions applicables aux effluents
- Contrôle des rejets (auto surveillance et contrôle de la collectivité, dispositifs de mesures et de prélèvements, dispositifs de comptage des prélèvements d'eau)

#### **Volet financier**

- Calcul de la redevance d'assainissement
- Evolution du site et révision des rémunérations et de leur indexation
- Garanties financières

## **Portée et application de l'autorisation**

- Non respect de la convention
- Evolutions techniques et réglementaires
- Obligations de la collectivité et continuité du service
- Durée de la convention
- Désaccords et modalités de jugement des contestations
- Annexes à la convention

## **Que se passe-t-il en cas de dommage ?**

La convention permet de connaître précisément la nature et le volume des effluents déversés dans le réseau ainsi que le partage des responsabilités établi. Elle aide donc à identifier clairement les responsabilités.

La jurisprudence reconnaît la responsabilité :

- du gestionnaire de la station d'épuration dont le rejet au milieu naturel peut être source de pollution,
- du maire qui détient le pouvoir de police et doit assurer la sécurité et la salubrité publique,
- de l'industriel à l'origine de la pollution dans le réseau.

## **Quelles sont les aides techniques et financières à votre disposition ?**

### **➤ Les aides financières**

Les Agences de l'eau délivrent des aides aux industriels pour la réalisation de travaux ou la mise en place de dispositifs de dépollution, de mesures internes, d'auto contrôle, de pré traitement, etc.

### **➤ Les aides techniques**

Aucun organisme n'a de compétence clairement établie pour l'aide à la réalisation des conventions. Toutefois, les collectivités et les syndicats d'assainissement ont le plus souvent un service compétent sur cette question. De plus, un certain nombre d'interlocuteurs possèdent les compétences techniques nécessaires pour apporter un soutien à la négociation ou certains éclaircissements. Parmi eux peuvent être cités :

- l'Agence de l'eau,
- les missions Inter services de l'eau (MISE),
- les SATESE.